

Janvier 1968

CHAMBRE ARBITRALE MARITIME

REGLEMENT D'ARBITRAGE

ARTICLE I.- La Chambre Arbitrale Maritime connaît de l'arbitrage des litiges survenant en matière de navigation, de transports et d'affrètements maritimes, de construction navale, de pêche, d'assurances maritimes et de toutes activités s'y rattachant directement ou indirectement.

Elle est désignée à cette fin par une convention d'arbitrage intervenant avant ou après la naissance du litige, matériellement incluse dans un contrat commercial ou distincte de celui-ci.

ARTICLE II.- Le Comité de la Chambre Arbitrale Maritime prévu et désigné conformément à l'article 7 des statuts de la Chambre Arbitrale Maritime pourvoit, dans les conditions prévues par le présent règlement, d'une façon permanente, à l'arbitrage des litiges dont est saisie la Chambre Arbitrale Maritime.

Le Président de la Chambre Arbitrale Maritime agit personnellement en sa qualité pour les objets et dans les conditions prévues par le présent règlement.

ARTICLE III.- Il existe au sein de la Chambre Arbitrale Maritime une liste de personnes dites "Arbitres de la Chambre Arbitrale Maritime", lesquelles instruiront, dans les conditions ci-après indiquées, l'arbitrage des litiges au nom de la Chambre Arbitrale Maritime. Cette liste est établie et tenue à jour dans les conditions prévues par l'article 6 des arbitres instructeurs des statuts de la Chambre Arbitrale Maritime.

Toutefois, le Comité peut agréer des arbitres instructeurs pris en dehors de la liste des arbitres de la Chambre Arbitrale Maritime, ou éventuellement en désigner.

Les arbitres instructeurs de la Chambre Arbitrale Maritime peuvent ne pas être de nationalité française.

ARTICLE IV.- La Chambre Arbitrale Maritime est saisie par une demande d'arbitrage formée par le demandeur, exposant succinctement l'objet de l'arbitrage. La réception de la

Siječanj 1968

POMORSKA ARBITRAŽNA KOMORA

PRAVILNIK ARBITRAŽE

ČLAN I.- Pomorska arbitražna komora obavlja arbitraže sporova u vezi s plovidbom, prijevozima i brodarskim ugovorima u pomorstvu, brodogradnjom, ribarstvom, pomorskim osiguranjem, i svim aktivnostima direktno ili indirektno u vezi s njima.

Arbitraži se pristupa putem sporazuma o arbitraži, koji se sklapa bilo prije, bilo nakon pojave spora, tako da je on uključen u ugovor o glavnoj stvari, ili pak da je odvojen od njega.

ČLAN II.- Odbor Pomorske arbitražne komore, predviđen i određen u smislu člana 7. Statuta Pomorske arbitražne komore, određuje pod uvjetima predviđenim u ovom Pravilniku, na stalni način, odvijanje arbitražnog postupka u onim sporovima koje je preuzela Pomorska arbitražna komora.

Predsjednik Pomorske arbitražne komore osobno će nastupati u svojoj funkciji u stvarima i pod uvjetima predviđenim ovim Pravilnikom.

ČLAN III.- U Pomorskoj arbitražnoj komori postoji lista osoba koje se zovu "Arbitri Pomorske arbitražne komore". Ti arbitri vode arbitražu u sporovima, a u ime Pomorske arbitražne komore po dalje navedenim uvjetima. Ova lista utvrđuje se i ažurno vodi pod uvjetima propisanim za arbitre u članu 6. Statuta Pomorske arbitražne komore.

Ipak Odbor može pristati na arbitre uzete izvan liste arbitara Pomorske arbitražne komore, ili eventualno takve odrediti.

Arbitri Pomorske arbitražne komore ne moraju biti francuski državljani.

ČLAN IV.- Pomorska arbitražna komora pristupa postupku na temelju zahtjeva za arbitražu, koji dostavlja tužitelj, obrazlažući sažeto predmet arbitražnog zahtjeva. Primitak

demande par la Chambre Arbitrale vaut interruption de la prescription de l'action, telle qu'elle est établie par la loi ou par le contrat.

La demande est accompagnée d'un exposé des moyens et prétentions du demandeur, établi en autant d'exemplaires qu'il existe de parties en cause, outre un pour la Chambre Arbitrale Maritime.

Le Secrétariat de la Chambre Arbitrale Maritime transmet à la ou aux parties défenderesses la copie de la demande et de l'exposé en l'invitant à fournir dans le délai d'un mois, et dans le même nombre d'exemplaires un exposé en défense, portant demande reconventionnelle s'il y a lieu.

Les demandeurs et défendeurs devront faire parvenir à la Chambre Arbitrale, dans le délai fixé par le Président, les copies conformes des pièces versées aux débats, en autant d'exemplaires qu'il existe de parties, outre un pour la Chambre Arbitrale. Si les parties, ou l'une d'entre elles, ne satisfont pas à cette exigence, le Comité peut décider qu'il y a lieu de passer outre et d'instruire le litige.

Le Président peut, selon les circonstances, accorder une prolongation du délai pour le dépôt de l'exposé de la ou des parties défenderesses.

ARTICLE V.- Lorsque la Chambre Arbitrale Maritime est saisie de la demande d'arbitrage et des exposés des parties, ou lorsqu'est expiré le délai fixé par le Président pour le dépôt de l'exposé de la ou des parties défenderesses et, à défaut par les parties de faire spontanément connaître leur accord sur le nom d'un seul arbitre, le Comité propose aux parties, s'il l'estime fondée dans les circonstances de la cause, la désignation d'un seul arbitre instructeur. Si les parties s'en déclarent d'accord dans le délai imparti, il est procédé à cette désignation par le Comité.

A défaut d'accord des parties, ou si le Comité estime lui-même nécessaire la désignation de trois arbitres instructeurs, il invite les parties à désigner chacune un arbitre pris sur la liste des arbitres, ou à faire agréer un arbitre hors de cette liste. A réception des désignations, faites par les parties ou après l'agrément intervenu, le Comité désigne lui-même le troisième arbitre.

A défaut par l'une des parties de désigner ou faire agréer un arbitre et huit jours après un rappel par lettre recommandée, le Comité désigne d'office un arbitre pour la partie défaillante.

zahtjeva od strane Pomorske arbitražne komore vrijedi kao prekid zastare tako kako je to utvrđeno u zakonu ili u ugovoru.

Zahtjevu treba priložiti obrazloženje osnove i zahtjeva tužitelja, i to u toliko primjeraka koliko postoji stranaka u postupku, više jedan primjerak za Pomorsku arbitražnu komoru.

Sekretarijat Pomorske arbitražne komore dostavlja tuženoj stranci ili strankama jednu kopiju zahtjeva i obrazloženja s pozivom da u roku od mjesec dana i u istom broju primjeraka dostave objašnjenje obrane time, ako postoji protuzahjev, da se on uključi.

Tužitelji i tuženi morat će dostaviti Pomorskoj arbitražnoj komori, u roku koji odredi predsjednik, prijepise svih dokumenata koje su predložili na raspravi u toliko primjeraka koliko postoji stranaka u sporu, više jedan primjerak za Pomorsku arbitražnu komoru. U koliko stranke ili jedna od stranaka neće udovoljiti tom zahtjevu, Odbor može odlučiti da se prijedje preko toga, i da se razmotri spor.

Prema okolnostima, predsjednik može dopustiti produženje roka za dostavu obrazloženja tužene ili tuženih.

ČLAN V.- Nakon što Pomorska arbitražna komora primi zahtjev i objašnjenje stranaka, odnosno nakon što prodje rok postavljen od strane predsjednika za podnošenje objašnjenja tužene stranke ili stranaka, stranke, u koliko nisu same sporazumno odredile i obavijestile Pomorsku arbitražnu komoru da su se sporazumjele o arbitru pojedincu, tada će Odbor predložiti strankama, ako bude smatrao opravdanim obzirom na okolnosti spora, imenovanje jednog arbitra. U koliko stranke pristanu u odredjenom roku, Odbor će imenovati toga arbitra.

Ako se stranke ne sporazume, odnosno u koliko Odbor smatra potrebnim da se imenuju tri arbitra, pozvat će stranke da svaka imenuje po jednog arbitra s liste arbitara, ili da predlože odobrenje jednog arbitra izvan liste. Nakon što primi obavijest o izboru, ili nakon što je odobrenje dano, Odbor će imenovati trećeg arbitra.

Ukoliko jedna stranka ne imenuje arbitra, ili ako ga ne dađe odobriti, nakon što prodje rok od osam dana od ponovnog poziva putem preporučenog pisma, Odbor će imenovati po službenoj dužnosti arbitra umjesto stranke koja je to propustila učiniti.

Au cas de demande d'agrément par les parties d'un arbitre pris hors de la liste, le Comité reste libre de donner ou refuser son agrément, sans avoir à fournir les motifs de son refus. En cas de refus, il appartient à la partie qui avait demandé l'agrément de désigner, dans un délai de quinze jours à partir de l'expédition de la lettre de refus (délai qui peut être prolongé par le Président en cas de nécessité), un arbitre pris sur la liste, faute de quoi le Comité procédera à sa désignation d'office, sans qu'il soit besoin d'un rappel par lettre recommandée.

En cas de pluralité de parties défenderesses, il leur appartient de se mettre d'accord pour la désignation ou la demande d'agrément d'un seul arbitre. A défaut d'accord, il sera procédé comme en cas de défaillance d'une partie à désigner un arbitre.

Au cas où le litige serait instruit par une Commission de trois arbitres, l'arbitre désigné par le Comité présidera la Commission et conduira les débats.

ARTICLE VI.- Il appartient à l'arbitre désigné dont les liens qu'il entretient ou a entretenus avec l'une des parties ou ses conseils peut altérer l'indépendance de se récuser spontanément. Un arbitre peut, en outre, être récusé pour les mêmes causes qu'un juge.

Il sera décidé en dernier ressort par le Comité sur la demande en récusation qui, pour les causes ci-dessus, serait portée par l'une des parties à l'encontre de l'un des arbitres. Le Comité ne sera pas tenu de motiver sa décision.

En cas de refus, empêchement ou récusation d'un des arbitres, il appartient à celui qui l'avait désigné de procéder à la désignation d'un autre arbitre pris sur la liste des arbitres. A défaut par la partie de le faire et quinze jours après le rappel qui lui en aurait été adressé par lettre recommandée, il sera procédé à cette désignation par le Comité.

ARTICLE VII.- Le Président de la Chambre Arbitrale Maritime et les membres du Comité en exercice ne pourront, pendant la durée de leur mandat, être désignés en qualité d'arbitre.

ARTICLE VIII.- Le ou les arbitres instructeurs sont juges de la compétence de la Chambre Arbitrale Maritime et de la validité de la saisine; ils ont notamment qualité pour se prononcer sur l'existence ou la validité de la convention d'arbitrage ou du contrat dans lequel celle-ci est éventuellement incluse.

Ukoliko stranke zatraže dozvolu za imenovanje jednog arbitra izvan liste arbitara, Odbor ima pravo da dopusti, ili odbije dozvolu, i ne treba dati obrazloženje za odbijanje. U slučaju odbijanja stranka koja je zamolila dozvolu za imenovanje ima pravo da u roku od petnaest dana od dana otpošiljanja rješenja o odbijanju roka (koji predsjednik može produžiti u slučaju potrebe) imenuje arbitra s liste, u protivnom će Odbor imenovati arbitra po službenoj dužnosti, a nije dužan da još jednom pozove stranku preporučenim pismom.

U slučaju da ima više tuženih stranaka, one imaju pravo da se slože radi imenovanja, ili da traže odobrenje arbitra pojedinca. U koliko se ne slože, postupit će se na isti način kao kad jedna stranka ne izvrši izbor arbitra.

U slučaju kad se postupak provodi od strane komisije sastavljene od tri arbitra, tada će arbitar, koga imenuje Odbor, predsjedavati komisiji i voditi postupak.

ČLAN VI.- Ukoliko imenovani arbitar ima veze ili je imao veze s jednom od stranaka ili njenim zastupnicima, koji bi mogli djelovati na njegovu nezavisnost, tada ima pravo da se sam izuzme. Arbitar može biti osim toga izuzet iz istih razloga kao i sudac.

Konačnu odluku o zahtjevu za izuzeće, koji podnese jedna stranka protiv jednog od arbitara, donijet će Odbor. Odbor nije obavezan da obrazloži svoju odluku.

Ukoliko dodje do toga da jedan arbitar odbije sudjelovanje, da je spriječen ili da je izuzet, stranka koja ga je izabrala ima pravo imenovati drugog arbitra s liste. Ukoliko to stranka propusti učiniti, te nakon što prodje petnaest dana od opomene preporučenim pismom, imenovanje će izvršiti Odbor.

ČLAN VII.- Predsjednik Pomorske arbitražne komore i članovi Odbora ne mogu za vrijeme svoga mandata biti imenovani kao arbitri.

ČLAN VIII.- Arbitar ili arbitri odlučuju o nadležnosti Pomorske arbitražne komore i o punovažnosti postupka; oni imaju naročito nadležnost da se izjasne o postojanju ili važenju sporazuma o arbitraži ili ugovora u kojem je eventualno takav sporazum sadržan.

ARTICLE IX.- Le ou les arbitres instructeurs sont dispensés d'observer dans la procédure les délais ou les formes établis pour les tribunaux.

Ils pourront rendre toute sentence d'avant dire droit, ordonner toutes mesures provisoires ou conservatoires et toutes mesures d'instruction, exécutoires au besoin par provision; ils auront les pouvoirs les plus larges pour la recherche, même d'office, de tous éléments d'appréciation et de décision.

Le ou les arbitres statueront, au nom de la Chambre Arbitrale, en fait et en droit et, à la majorité d'entre eux, sur les questions dont ils seront saisis; ils jouiront des pouvoirs d'amiables compositeurs si les parties en sont expressément convenues.

Lorsque les parties ont recours à l'assistance d'un conseil et en ont avisé la Chambre, celui-ci pourra remettre aux arbitres des notes écrites et sera entendu par eux s'il en fait la demande. Les arbitres gardent cependant toute liberté pour se réunir quand ils le veulent en l'absence des conseils.

ARTICLE X.- Quoique les sentences doivent être toujours rendues au siège de la Chambre Arbitrale Maritime, le Comité fixera s'il est besoin le lieu où se dérouleront les opérations d'arbitrage, en même temps qu'il confirmera aux parties la désignation du ou des arbitres.

Le Comité fixera en même temps le montant des frais que, dans le cadre du barème annexé au présent règlement, les parties seront tenues de verser à titre provisionnel et par parts égales à la Chambre Arbitrale Maritime. La partie demanderesse demeurera en dernier ressort responsable de la totalité des frais, à l'égard de la Chambre Arbitrale Maritime. Si le versement n'est pas effectué, la Chambre Arbitrale Maritime se réserve de ne pas donner suite à la demande d'arbitrage.

ARTICLE XI.- Les sentences sont rendues au nom de la Chambre Arbitrale Maritime dans un délai de trois mois à dater de la désignation du ou des arbitres instructeurs. Toutefois, le Président peut décider une ou plusieurs prorogations de trois mois, sans que le nombre de celles-ci puisse excéder cinq, sauf accord des parties.

ARTICLE XII.- Lorsque la demande principale, dont est saisie la Chambre Arbitrale à la requête du demandeur, est supérieure à 10.000 francs, chacune des parties à la sentence peut,

ČLAN IX.- Arbitar ili arbitri oslobođeni su dužnosti da se u postupku pridržavaju rokova ili načina koji su propisani za sudove.

Oni mogu donijeti odluku o incidentalnim pitanjima, odrediti privremene naredbe, mjere osiguranja i osiguranja dokaza, a u slučaju potrebe i privremeno izvršenje; oni će imati najšira ovlašćenja za istraživanja, čak i po službenoj dužnosti, svih elemenata u vezi s ocjenom i odlukom.

Arbitar ili arbitri odlučit će, u ime Arbitražne komore, o činjenicama i pravu u pitanjima koja su im podnesena i to većinom glasova; imat će položaj arbitara ovlašćenih da odlučuju po načelima pravičnosti.

Kad se stranke služe zastupnikom, i kad su o tome obavijestile Komoru zastupnik će imati pravo dostavljati arbitrima podneske, a oni će ga saslušati u slučaju da to zahtijeva. Medjutim arbitri imaju potpunu slobodu da se sastanu kad žele bez prisutnosti zastupnika.

ČLAN X.- Presude moraju uvijek biti izrečene u sjedištu Pomorske arbitražne komore, ali Odbor može odrediti, ako je to potrebno, mjesto gdje će se voditi arbitražni postupak, i istovremeno kad bude potvrdio strankama imenovanje arbitara ili arbitra.

Odbor će istovremeno odrediti iznos troškova, koje, unutar priložene tarife uz ova Pravila, moraju stranke položiti u jednakim dijelovima, kao privremeni iznos u korist Pomorske arbitražne komore. Stranka tužiteljica bit će u krajnjoj liniji odgovorna za cijeli iznos troškova prema Pomorskoj arbitražnoj komori. Ukoliko ne bude izvršen polog, Pomorska arbitražna komora si zadržava pravo da ne povede zahtijevani postupak za arbitražu.

ČLAN XI.- Presude se donose u ime Pomorske arbitražne komore u roku od tri mjeseca nakon imenovanja arbitra ili arbitara. Medjutim predsjednik može dopustiti jedno ili više produženja po tri mjeseca, ali broj takovih produženja ne može prijeći pet, osim ako se stranke za to odluče.

ČLAN XII.- U slučaju kad je glavni zahtjev o kojem raspravlja Arbitražna komora na prijedlog tužitelja, veći od 10.000 franaka, svaka stranka može u roku od petnaest dana

dans la quinzaine de la notification de la sentence au premier degré qui lui aura été faite par le Secrétaire, sous pli recommandé, demander une instruction de la cause au deuxième degré.

A cette fin, la partie demanderesse à un examen au second degré saisira le Président de la Chambre Arbitrale Maritime de sa demande, par lettre recommandée à envoyer dans le délai imparti, en même temps qu'il consignera entre les mains du Secrétaire, dans le même délai, une somme égale au double des frais fixés par le Comité pour l'examen au premier degré ainsi qu'il est prévu à l'article X, alinéa 2 ci-dessus. L'accomplissement de la demande et de la consignation dans le délai imparti constituent la condition substantielle de la recevabilité de la demande d'examen au deuxième degré.

Le Secrétaire avisera la ou les autres parties de la demande d'examen au second degré.

A réception d'une demande régulière d'examen au second degré, le Comité constituera une Commission d'examen au second degré composée de trois membres qu'il désignera seul.

Dans les trente jours francs de la demande d'examen au second degré, la partie demanderesse à cet examen saisira la Commission d'un mémoire. Après communication de celui-ci à la partie ou aux parties défenderesses au second degré, celles-ci disposeront à leur tour d'un délai de trente jours francs pour dépôt d'un mémoire en réponse. Celui-ci ne comportera pas de réplique.

La Commission au second degré se prononcera sur pièces, dans les six semaines de la réception du mémoire en réponse, par une sentence définitive.

Au cas d'instruction du litige au second degré, la sentence ainsi rendue sera considérée comme la seule sentence rendue dans la cause au nom de la Chambre Arbitrale.

ARTICLE XIII.- Le texte des sentences est, avant que celles-ci soient rendues, communiqué au Comité par le ou les arbitres. Le Comité peut imposer aux arbitres toutes modifications de forme; il peut également attirer l'attention des arbitres sur le fond.

Les sentences sont signées par le Président de la Chambre Arbitrale Maritime, ou à son défaut par l'un des vice-présidents, en autant d'originaux que de parties à qui les sentences seront notifiées outre un pour le dépôt

nakon dostave presude prvog stupnja od strane Sekretarijata, preporučenim pismom zatražiti postupak drugog stupnja.

U tu svrhu će se stranka, koja traži postupak na drugom stupnju, obratiti na predsjednika Pomorske arbitražne komore, i to preporučenim pismom u određenom roku uz istovremeno plaćanje sekretaru dvostrukog iznosa troškova naznačenih od strane Odbora za prvostepeni postupak, kao što je to predviđeno u članu X, stav 2. Dostavljanje zahtjeva i predaja u određenom roku predstavljaju bitni uvjet za prihvatljivost prijedloga za pokretanje drugostepenog postupka.

Sekretar će obavijestiti drugu stranku, ili druge stranke, o zahtjevu za postupak na drugom stupnju.

Po primitku urednog zahtjeva za pokretanje drugostepenog postupka, Odbor će sastaviti komisiju za drugostepeni postupak od tri člana koju će on sam imenovati.

U roku od trideset dana od dana zahtjeva za drugostepeni postupak, stranka koja ga je predlagala podnijet će komisiji podnesak. Nakon što se on dostavi protivnoj strani ili protivnim strankama one imaju rok od daljnjih trideset dana za dostavljanje odgovora. Na nj ne slijedi protudgovor.

Komisija u drugom stupnju rješava na temelju spisa, pa će donijeti konačnu odluku u roku od šest tjedana od primitka odgovora.

U slučaju raspravljanja spora u drugostepenom postupku, smatrat će se da je presuda donesena u drugom stupnju jedina presuda donesena u sporu u ime Arbitražne komore.

ČLAN XIII.- Tekst presude dužan je saopćiti Odboru arbitar ili arbitri prije izdavanja. Odbor može naložiti arbitrima bilo kakovu promjenu oblika; može takodjer ukazati arbitrima na meritum spora.

Presude su potpisane od strane predsjednika Pomorske arbitražne komore, ili u njegovoj odsutnosti od strane jednog od potpredsjednika, i to u toliko primjeraka koliko imade stranaka kojima će se presuda dostaviti, više eventu-

éventuel au greffe, à la demande de l'une des parties, et un pour les archives de la Chambre Arbitrale Maritime, où il demeurera conservé.

Il pourra être délivré des copies de la sentence, certifiées par le Président, ou à son défaut par l'un des vice-présidents, à toutes les personnes qui justifieront y avoir intérêt.

ARTICLE XIV.- Il appartient aux parties de poursuivre l'exécution des sentences.

ARTICLE XV.- La Chambre Arbitrale Maritime se réserve de publier ou diffuser les sentences rendues, sauf à supprimer de la copie publiée le nom des parties et, s'il y a lieu, des navires.

alno jedan primjerak za arhiv redovnog suda na zahtjev jedne stranke, te jednog primjerka za arhiv Pomorske arbitražne komore, gdje će se čuvati.

Mogu se izdati i kopije presude, potvrđene od strane predsjednika, ili u njegovoj odsutnosti od strane jednoga od potpredsjednika, svim osobama koje opravdaju svoj interes za to.

ČLAN XIV.- Na strankama je da traže izvršenje presude.

ČLAN XV.- Pomorska arbitražna komora si pridržava pravo da objavi ili na drugi način učini dostupnim presude, s time da u publiciranom tekstu inostavi imena stranaka, a ako se radi o brodovima, i imena brodova.

Prevec Đ.I.

ANNEXE à l'article X du REGLEMENT d'ARBITRAGE
de la CHAMBRE ARBITRALE MARITIME

BARREME des FRAIS & des HONORAIRES d'ARBITRAGE

I.- FRAIS d'ARBITRAGE

A.- SOMMES à CONSIGNER par chacune des parties lors de la confirmation de la désignation du ou des arbitres:

1° total des demandes inférieur à 7.500 F. 200 F

2° total des demandes égal ou supérieur à 7.500 F. 500 F

= Ces sommes s'imputent sur les frais définitifs calculés comme ci-dessous (B). Si, après désignation de l'arbitre ou des arbitres, les parties retirent leur demande ou se concilient, la moitié des sommes ci-dessus reste acquise à la Chambre Arbitrale, qui peut en demander le quart si les parties abandonnent leurs demandes ou se concilient avant la désignation du ou des arbitres.

B.- FRAIS DEFINITIFS dus par chacune des parties:

1° total des condamnations inférieur à 7.500 F. 200 F

2° total des condamnations compris entre 7.500 F et 14.999 F. 500 F

3° total des condamnations compris entre 15.000 F et 100.000 F :
500 F + 1% de la fraction des condamnations supérieure à 15.000 F

4° au delà de 100.000 F le Conseil de la Chambre, sur proposition du Comité, fixe le montant des frais d'arbitrage, le chiffre résultant de la formule indiquée au § B 3° ne pouvant en aucun cas être dépassé.

PRILOG uz član X PRAVILA ARBITRAŽE
POMORSKE ARBITRAŽNE KOMORE

TARIFA TROŠKOVA i HONORARA za ARBITRAŽU

I.- TROŠKOVI ARBITRAŽE

A.- IZNOSI KOJE PLAĆA svaka stranka prilikom imenovanja jednog ili više arbitara:

1. Ukupni iznos zahtjeva manji od 7.500 F. 200 F
2. Ukupni iznos zahtjeva jednak ili veći od 7.500 F. 500 F

= Te takse naplaćuju se na konačne iznose izračunate kao dolje pod (B). Ako poslije imenovanja arbitra ili arbitara stranke povuku svoj zahtjev ili sklope nagodbu, polovica gore navedenih iznosa ostaje Arbitražnoj komori. Pomorska arbitražna komora ima pravo zahtijevati četvrtinu iznosa ako stranke povuku svoj zahtjev ili sklope nagodbu prije imenovanja arbitra ili arbitara.

B.- KONAČNE TAKSE koje mora svaka stranka platiti:

1. Ukupni iznos presude manji od 7.500 F. 200 F
2. Ukupni iznos presude od 7.500 F do 14.999 F. 500 F
3. Ukupni iznos presude od 15.000 F do 100.000 F :
500 F + 1% na iznos preko 15.000 F
4. Iznad 100.000 F Vijeće Komore odredit će na prijedlog Odbora iznos takse, ali iznos koji bi se izračunao pomoću formule u § B 3, i ne smije ni u kojem slučaju biti prekoračen.

= La Chambre ne peut être tenue de rembourser tout ou partie de la somme consignée.

II.- HONORAIRES DES ARBITRES

A.- ARBITRE UNIQUE

- 1^o total des demandes inférieur à 7.500 F. 300 F
- 2^o total des demandes compris entre 7.500 F et 14.999 F. 600 F
- 3^o total des demandes compris entre 15.000 F et 29.999 F 1.000 F
- 4^o total des demandes égal ou supérieur à 30.000 F 1.500 F

= Le Comité de la Chambre Arbitrale Maritime pourra, au cas où l'affaire se révélerait particulièrement complexe, majorer les honoraires de l'arbitre, sans que cette majoration puisse aboutir à faire plus que doubler les tarifs ci-dessus.

B.- COLLEGE DE TROIS ARBITRES

La rémunération des arbitres comprend:

- 1^o une rémunération de base, calculée à raison de 150 F par arbitre et par vacation, soit en tout 450 F par vacation;
- 2^o un supplément proportionnel calculé à raison de (pour l'ensemble des trois arbitres):
 - 3% des demandes jusqu'à 14.999 F
 - 2% des demandes sur la tranche de 15.000 F à 50.000 F
 - 1% des demandes sur la tranche de 50.000 F à 100.000 F.
 - Au delà de cette somme les honoraires des arbitres seront fixés par le Conseil de la Chambre Arbitrale, sur proposition du Comité, le chiffre fixé ne pouvant en aucun cas dépasser celui qui serait obtenu par l'application de la formule ci-dessus en supposant que le taux de 1% s'applique à la totalité des demandes au delà de 50.000 F.

= Komora nije dužna nadoknaditi u cijelosti ili djelomično uplaćeni iznos.

II.- HONORAR ARBITARA

A.- JEDAN ARBITAR

- 1. Ukupni iznos zahtjeva manji od 7.500 F. 300 F
- 2. Ukupni iznos zahtjeva od 7.500 F do 14.999 F. 600 F
- 3. Ukupni iznos zahtjeva od 15.000 F do 29.999 F 1.000 F
- 4. Ukupni iznos zahtjeva jednak ili veći od 30.000 F. 1.500 F

= Ako se predmet ukaže kao naročito kompliciran, može Odbor Pomorske arbitražne komore povećati honorar arbitru, ali takovo povećanje ne može prijeći dvostruki iznos gornje tarife.

B.- VIJEĆE OD TROJICE ARBITARA

Honorar arbitrima sastoji se od:

- 1. Osnovnog honorara izračunatog na osnovi od 150 F za svakog arbitra za svaku sjednicu, dakle ukupno 450 F za sjednicu;
- 2. Proporcionalni dodatak izračunat na bazi (za sva tri arbitra):
 - 3% od zahtjeva do 14.999 F
 - 2% od zahtjeva na iznos od 15.000 F do 50.000 F
 - 1% na iznos od 50.000 F do 100.000 F.
 - Iznad toga iznosa honorare arbitara odredit će Vijeće Arbitražne komore, a taj iznos neće ni u kojem slučaju prijeći iznos koji bi se dobio primjenom gornje formule s pretpostavkom da se ukupni postotak od 1% izračuna na ukupni iznos preko 50.000 F.